

ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Titularisation de certains agents du M.R.L.)* [5 juin 1956] (p. 2298); Chap. 31-02 : *Son amendement indicatif (Octroi de la prime de rendement à l'ensemble du personnel du M.R.L.)* (p. 2203); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Etat A, Chap. 44-13 : *Son amendement indicatif relatif à l'immigration des travailleurs italiens* [12 juin 1956] (p. 2489); *le retire* (p. 2490); Art. 44 : *Son amendement tendant à créer 3.100 emplois permanents au Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement* [21 juin 1956] (p. 2888); *le retire* [22 juin 1956] (p. 2911); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 38 : *Son amendement tendant à reprendre le texte initial (Statut et organisation du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction)* [19 novembre 1956] (p. 4901); en deuxième lecture, ses observations sur : *la permanence du Ministère de la Reconstruction, la nécessité de sécurité d'emploi des fonctionnaires, l'inquiétude des organisations syndicales et professionnelles* [11 avril 1957] (p. 2210); Art. 3 quater : *Son amendement tendant à ne pas réserver aux entreprises faisant de la haute productivité l'aide financière de l'Etat* [12 avril 1957] (p. 2239); *le retire* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement tendant à fixer par décret pris en Conseil des Ministres la composition de la Commission consultée pour avis en cas d'observation de la procédure en matière de dommages de guerre* (p. 2253); Art. 23 bis : *Son amendement tendant à ce que les mesures de financement des constructions facilitant la décentralisation soient prises par décret en Conseil des Ministres* [14 mai 1956] (p. 2355); *le retire* (p. 2356); Art. 36 : *Son amendement prévoyant que les mesures d'application de cet article seront prises en Conseil des Ministres (Meilleure utilisation du patrimoine immobilier* [16 mai 1957] (p. 2476); — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Titres III et IV : *Application du fonds de solidarité; situation du marché du travail; mise à la charge des employeurs des indemnités de chômage; augmentation nécessaire du salaire minimum interprofessionnel garanti; suppression des abattements de zones; formation professionnelle des adultes* [29 novembre 1956] (p. 5290, 5291); Art. 92 :

Son amendement tendant à transformer en emplois permanents 650 emplois temporaires du Secrétariat d'Etat à la Reconstruction et au Logement [5 décembre 1956] (p. 5558); — sur les propositions de la Conférence des Présidents [21 décembre 1956] (p. 6203); — du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Leclercq tendant à étendre à la formation professionnelle les dispositions de la présente loi* [25 janvier 1957] (p. 327); *Article additionnel de M. Duquesne (Congés culturels en faveur des jeunes travailleurs)*; *Son sous-amendement (Etablissement de la liste des centres habilités par les organisations les plus représentatives de la jeunesse française)* (p. 331); — sur les propositions de la Conférence des Présidents [17 mai 1957] (p. 2534, 2535). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question orale : relative à l'octroi aux étrangers de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité [15 novembre 1957] (p. 4822); — relative au fonds national de solidarité [27 décembre 1957] (p. 5605, 5606).

DUPRAT (M. Gérard), Député de Lot-et-Garonne (C.).

Son élection est validée [25 avril 1956] (p. 1524). = Est nommé : membre de la Commission des affaires étrangères [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161) [4 octobre 1957] (p. 4503); membre suppléant de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502). — Est élu Secrétaire de la Commission des affaires étrangères [10 février 1956] (p. 254).

Dépôt :

Le 5 juillet 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les dispositions utiles pour faire reconstruire le magasin des tabacs en feuilles de Tonneins (Lot-et-Garonne), détruit par incendie et garantir au personnel de cet établissement la rémunération qu'il est menacé de perdre, n° 2466.

Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur la politique extérieure du Gouvernement : Ses observations sur : *l'exploitation des événements de Hongrie faite par la réaction, les réalisations de la démocratie populaire hongroise, la part prise par les émigrés dans les événements d'octobre, le rôle du cardinal Mindszenty* [18 décembre 1956] (p. 6082, 6083), *le danger qu'une Hongrie fasciste aurait fait courir à l'Europe, la diversion politique tentée à propos des événements de Hongrie* (p. 6084). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question orale relative à l'arrêté d'expulsion pris par le résident général de France au Maroc contre le secrétaire général du parti communiste marocain [28 décembre 1956] (p. 6371). — Prend part à la discussion : sur une question orale de Mme Estachy relative au transfert des corps des soldats tués en Algérie [1^{er} mars 1957] (p. 1229); — sur les propositions de la Conférence des présidents [1^{er} mars 1957] (p. 1233); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Union de l'Europe comprenant Moscou, Prague et Varsovie, les monopoles allemands, le mouvement de concentration industrielle, les déclarations de Pie XIII, l'afflux des capitaux vers le bassin de la Ruhr et les régions de l'Est, le risque d'arrêt du progrès social en France; le Marché commun : « machine de guerre contre la classe ouvrière », l'inquiétude des gemmeurs du Sud-Ouest* [5 juillet 1957] (p. 3306, 3307, 3308, 3309); *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion du traité d'Euratom tant que le parlement allemand n'aura pas précisé le caractère exclusivement pacifique de l'utilisation de l'énergie atomique* [6 juillet 1957] (p. 3404).

DUPRAZ (M. Joannès), Député d'Indre-et-Loire (M. R. P.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). — Est nommé : membre de la Commission de la défense nationale [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4502); membre titulaire de la Commission des finances [20 novembre 1957] (p. 4909). — Est désigné : par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la sous-commission chargée de

suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [21 février 1956] (p. 409); par la Commission des finances pour faire partie de cette même Sous-Commission [3 décembre 1957] (p. 5132); par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée d'émettre un avis sur les taxes parafiscales et de péréquation [3 décembre 1957] (p. 5132).

Dépôts :

Le 10 février 1956, une proposition de loi tendant à préciser les conditions de remboursement par l'Etat des emprunts contractés par les collectivités locales en vue de la reconstruction des ponts détruits par faits de guerre, **n° 336**. — Le 27 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 2951) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957. — (Dispositions concernant les dépenses militaires. — Cinquième partie : Section marine), **n° 3347**. — Le 29 mai 1957, une proposition de loi relative à l'application aux vins de Vouvray de la législation concernant la fabrication des vins de Champagne et de la Blanquette de Limoux, **n° 5057**. — Le 5 mars 1958, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6107) et les lettres rectificatives (n°s 6751 et 6799) relatives au projet de loi de finances pour 1958 (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales), tome III : Dispositions relatives au fonctionnement des services. — Services militaires, **n° 6800**. — Le 19 mars 1958, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi de finances pour 1958 (2^e partie. — Moyens des services et dispositions spéciales) (Dispositions relatives aux services militaires), modifié par le Conseil de la République, **n° 6946**.

Interventions :

Prend part à la discussion d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *Dégâts causés par le froid, concentration des terres, petite exploitation familiale, organisation des marchés* [2 mars 1956] (p. 645, 646, 647). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères une question orale relative au statut de la base de Bizerte